

ANNEXE 2 : Arrêté d'autorisation loi sur l'eau



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

autorisant au titre des articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement
le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône
à réaliser la déviation de la RD7n sur la commune de Saint-Cannat

Le Préfet
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

VU la Directive Cadre sur l'Eau n°2000/60/CE du 23 octobre 2000 (DCE),

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.214-1 à L.214-19 et R.214-1 à R.214-151,

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Rhône-Méditerranée
approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 3 décembre 2015 pour la période 2016-2021,

VU l'arrêté du préfet des Bouches-du-Rhône en date du 2 août 2006 portant répartition des compétences en
matière de police des eaux, des milieux aquatiques et de la pêche,

VU la demande d'autorisation en date du 26 octobre 2012 présentée par le Conseil Général des Bouches-du-
Rhône au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement dans le cadre de la déviation de la
route départementale 7n sur la commune de Saint-Cannat enregistrée sous le numéro 127-2012 EA,

VU le dossier annexé à la demande réceptionné en Préfecture le 29 octobre 2012, complété par
transmissions des 6 janvier et 9 octobre 2015,

VU l'avis émis le 7 janvier 2014 par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement PACA, autorité environnementale, sur la base de la demande de déclaration d'utilité publique,

VU l'arrêté préfectoral du 26 février 2015 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation
de la déviation de la RD7n à Saint-Cannat et emportant mise en compatibilité du Plan d'Occupation des
Sols de la commune de Saint-Cannat,

VU le courrier en date du 3 juin 2015 de la direction départementale des territoires et de la mer déclarant le
dossier complet et régulier,

VU l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2015 portant ouverture d'une enquête publique sur le territoire et en
mairie de la commune de Saint-Cannat,

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 11 janvier au 12 février 2016 inclus,

VU les pièces attestant que les formalités de publicités et d'affichage ont été effectuées conformément à la
réglementation en vigueur,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur réceptionnés en Préfecture le 10 mars 2016,

VU l'arrêté n° 7953 du 21 décembre 2012 de la Direction régionale des affaires culturelles portant
prescription d'un diagnostic archéologique préalablement à la réalisation des travaux,

VU les avis du Sous-Préfet d'Aix-en-Provence des 24 novembre 2015 et 22 mars 2016,

VU l'avis du Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Touloubre en date du 18 décembre 2015,

VU l'avis de l'Agence Régionale de la Santé PACA en date du 22 décembre 2015,

VU l'avis de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques en date du 14 janvier 2016,

VU le rapport rédigé par le service de police de l'eau le 19 mai 2016,

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques
des Bouches-du-Rhône lors de sa séance du 1er juin 2016,

VI le projet d'arrêté notifié à la Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône le 1er juin
2016,

VU le courrier du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône en date du 20 juin 2016,

CONSIDÉRANT la nécessité d'assurer la protection des milieux aquatiques,

CONSIDÉRANT que la politique communautaire en matière d'environnement vise un niveau de
protection élevé et qu'elle repose sur les principes de précaution, du pollueur-payeur et de l'action
préventive,

CONSIDÉRANT que les opérations sont compatibles avec le SDAGE Rhône Méditerranée,

CONSIDÉRANT les études et les caractéristiques techniques du projet,

CONSIDÉRANT que les effets sur l'environnement sont minimisés autant que possible par l'ensemble
des mesures prescrites ci-dessous, ces mesures devant concilier l'activité avec l'environnement aquatique
et les activités préexistantes,

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture des Bouches du Rhône,

ARRÊTÉ

Titre I - OBJET DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1 : RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE

Le Conseil Départemental (Direction des routes de l'arrondissement d'Aix-en-Provence), dont le siège se situe Hôtel du Département - 52, avenue de Saint Just - 13256 Marseille cedex 20

est autorisée

à procéder aux travaux de création de la déviation de la RD7n sur la commune de Saint-Cannat.

Au titre de la nomenclature figurant dans le tableau annexé à l'article R.214-1 du code de l'environnement, ce projet relève des rubriques suivantes :

Rubrique	Intitulé	
1.1.1.0	Sondage, forage y compris essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	A
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 1.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ; 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	A
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la limniosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : 1° Supérieure ou égale à 100 m (A) ; 2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D)	D
3.1.5.0	Ouvrage et travaux dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens	D
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10000 m ² (A) ; 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10000 m ² (D)	A
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)	A

Les ouvrages et leurs annexes, objets du présent arrêté, doivent être réalisés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation déposé en préfecture en prenant en compte les prescriptions décrites ci-après

ARTICLE 2 : CARACTÉRISTIQUES DES OUVRAGES ET NATURE DES OPÉRATIONS

Le projet consiste à réaliser une déviation de la route départementale 7n pour contourner le village de Saint-Cannat sur 3200 m entre deux giratoires de la RD7n à créer également. 500 mètres sont rajoutés en tenant compte du raccourciement sur la RD7n à l'est.

La chaussée comporte 2 voies et occupe une largeur de 16 m avec les bas-côtés et l'assainissement, à laquelle il faut rajouter une sur largeur variable « piépo en cailloux » selon qu'il y ait passage en remblais ou en déblais.

Le plan de localisation du projet se trouve en annexe.

2.1. Collecte des eaux pluviales

Les eaux de ruissellement de 8 sous-bassins versants et celles de l'infrastructure routière seront collectées dans des réseaux différents.

Les eaux pluviales du bassin versant emprunteront un réseau non étanche et seront réabitées sous la route pour rejoindre les écoulements naturels. Les ouvrages seront dimensionnés pour une période de retour centennale.

Les eaux de ruissellement de la nouvelle déviation transiteront par un réseau de collecte étanche jusqu'à deux bassins de rétention.

Le réseau pluvial prendra également en compte les eaux de ruissellement du chemin du Budéou à proximité du périmètre de protection de la source du Louon, qui ne bénéficie actuellement d'aucun dispositif de rétention ni de traitement.

2.2. Assainissement des eaux pluviales

Les bassins de rétention sont dimensionnés conformément au projet de zonage pluvial de la commune de Saint-Cannat. La compensation est basée sur un volume utile de 630 m³/ha imperméabilisé avec un débit de fuite maximal de 15 L/s/ha et une occurrence de pluie vicennale, excepté lors zones où la commune accepte une occurrence décennale.

Tableau des caractéristiques techniques des bassins de rétention

Situation	BR1	BR2
	Aval OA n°5	Amont OA n°7
Bassin routier drainé	De la RD7n Ouest jusqu'à l'OA n°7 soit 7,92 ha	De la RD7n Est jusqu'à l'OA n°7 + chemin du Budéou soit 1,62 ha
Q10 aménagé	0,9 m ³ /s	0,38 m ³ /s
Zonage pluvial	Hors zone	Zones 2 et 3
Type de bassin	Étanche	Étanche
Occurrence	Décennale	Vicennale
Débit de fuite (l/s)	48	24
Volume (m ³)	6160	1520
Volume utile (m ³)	3860	806
Surface en fond (m ²)	4920	556
Profondeur totale (m)	1,5	1,4
Ajustage de régulation (m ³)	170	120
Longueur du déversoir (m)	15	4

2.3. Franchissement du Budéon et du Déven

Le projet impacte la zone inondable du Budéon au droit de deux ouvrages de franchissement (8660 m²) et soustrait 1400 m² de surface de stockage des écoulements du Déven. Ceci revient à la soustraction de 10000 m² de zone inondable cumulée.

La réalisation de ces ouvrages entraîne aussi la modification des profils en long du lit mineur du Budéon sur 139 mètres et la suppression de 4164 m² de zone humide.

**Titre II - TECHNIQUES RELATIVES
AUX OPERATIONS DE TRAVAUX ET D'ENTRETIEN**

ARTICLE 3 : PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, les ouvrages et travaux ne doivent pas :

- perturber le libre écoulement des eaux superficielles et souterraines, tant sur le site qu'à l'aval,
- menacer la qualité des eaux ainsi que les milieux aquatiques qui leur sont associés,
- aggraver les risques d'inondation et les conditions de sécurité des zones habitées,
- entraîner l'affaissement temporaire ou pérenne de la nappe qui nécessiterait des pompages et rejets.

Article 3.1 : Prévention et lutte contre les nuisances et pollutions accidentelles

Le pétitionnaire se porte garant des entreprises qu'il emploiera pour les travaux. Il imposera aux entreprises chargées des travaux, la réalisation et mise en œuvre d'un Schéma d'Organisation du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) et du Plan d'Assurance Qualité (PAQ) correspondant, ainsi que la mise en œuvre d'un Schéma d'Organisation du Plan d'Assurance Environnement (SOPAÉ) et du Plan d'Assurance Environnement (PAT) correspondant ; ces procédures seront transmises au service chargé de la Police de l'Eau.

Des ouvrages provisoires de stockage, de décantation, de diminution de vitesse d'écoulement seront mis en place pour permettre la décantation des eaux de ruissellement du chantier et des aires de stationnement. Des filtres seront disposés en sortie de ces ouvrages.

Les aires d'entreposage des matériaux et les aires de stationnement des engins de chantier seront regroupées et situées hors zone inondable. Elles seront réalisées en matériaux compactés et entourées de fossés de collecte qui draineront les eaux jusqu'à des dispositifs de décantation/désuilage avant rejet dans le milieu naturel.

Le chantier sera maintenu en état constant de propreté. Les déchets divers de chantier seront systématiquement triés, récupérés et évacués.

Les installations sanitaires de chantier ne généreront aucun rejet dans le milieu naturel et seront régulièrement vidangées.

Des espaces spécifiques seront réservés pour :

- le lavage des bennes à béton : fosse de nettoyage éloignée des cours d'eau,
- le nettoyage, l'entretien et le ravitaillement des engins : ces opérations seront systématiquement réalisées sur une plate-forme imperméable permettant de recueillir les eaux dans un bassin pour pompage et transport vers un centre de traitement ou traitement par décantation/désuilage. Les produits de vidange seront évacués vers un centre de traitement agréé,
- le stockage durable des lubrifiants et carburants : zone imperméable et fûts fermés,
- le stockage ponctuel des lubrifiants et carburants : il sera effectué dans des zones éloignées des cours d'eau.

...

Le site sera remis en état après les travaux.

Les prescriptions du présent arrêté seront intégrées dans le cahier des clauses techniques des entreprises retenues pour les travaux.

Le titulaire fournira au service chargé de la Police de l'Eau, dans un délai d'un mois avant le démarrage des travaux, le programme détaillé des opérations accompagnées de leur descriptif technique, des plannings de réalisation et de tous plans et documents graphiques utiles. Il décrira notamment les moyens et procédures pris pour limiter les effets du chantier sur le milieu conformément aux prescriptions du présent arrêté.

Article 3.2 : Sécurité des zones de chantier et des opérations

En cas d'incident ou de situation susceptible de modifier le bon déroulement du chantier tel que prévu dans le présent arrêté et le dossier technique, l'entreprise, sous la responsabilité du titulaire, devra immédiatement interrompre les opérations et prendre les dispositions nécessaires afin de limiter les effets sur le milieu naturel.

Le titulaire en informera immédiatement le service chargé de la Police de l'Eau et lui fera connaître les mesures prises pour y faire face et éviter que cela ne se reproduise.

Le titulaire mettra en place une veille météorologique assurant la bonne maîtrise du chantier. En cas de risque de crue, toutes les mesures de sécurité des engins et de l'ouvrage seront prises.

Le titulaire prendra toute mesure pour assurer la sécurité du site (balisage, information aux riverains, ...).

Les moyens de secours nécessaires seront mobilisés sur site autant que de besoin.

Article 3.3 : Pollutions accidentelles

Toutes les mesures seront prises pour prévenir les pollutions accidentelles.

Un plan d'intervention sera établi : il fixera l'organisation humaine et matérielle et les différentes procédures mises en œuvre en cas de pollutions accidentelles et sera transmis au service chargé de la Police de l'Eau avant le début des travaux.

En cas de pollutions accidentelles, le titulaire et l'entreprise en charge des opérations de travaux informeront le service chargé de la Police de l'Eau.

ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES

Article 4.1 : Prescriptions en phase travaux

Pour toutes les opérations décrites ci-dessous, le titulaire et l'entreprise tiendront informé le service chargé de la Police de l'Eau en temps réel du déroulement des différentes phases de ces opérations.

Le titulaire et l'entreprise prendront toutes les dispositions réglementaires en vue d'assurer ces opérations dans les meilleures conditions de sécurité conformément à l'article 3.2 du présent arrêté.

Les comptes rendus de chantier seront transmis chaque semaine au service chargé de la Police de l'Eau accompagné des résultats d'auto-surveillance.

Les mesures à mettre en œuvre pendant l'ensemble du chantier sont les suivantes :

Afin de limiter le ruissellement et l'impact de matières en suspension vers l'aval :

- Les travaux de terrassements prévus doivent, dans la mesure du possible, être effectués par temps sec.
- En cas de réalisation de fondations (enrobage), les boues éventuelles seront récupérées dans des bacs et évacuées sans aucun rejet dans le milieu aquatique. Les terrassements se feront sans rejet dans le milieu aquatique.

...

Afin de préserver la nappe pendant les travaux :

Pour préserver les écoulements souterrains, le pétitionnaire s'engage à prendre des mesures pour réduire le risque d'éboulement en phase de travaux.

Il s'engage également à réaliser des masques drainants et/ou épaveurs drainants lors de certaines phases de travaux dans les déblais et talus pour intercepter des venues d'eau éventuelles.

Dans les cas où des travaux d'assèchement s'avèrent nécessaires, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer doit être informée par le dépôt d'un dossier technique qui décrit la méthode et la gestion des eaux extraites. Ce mode opératoire sera soumis, au moins deux semaines avant la réalisation des travaux à l'approbation du service chargé de la police de l'eau.

Article 4.2 : Bilan de fin de travaux

En fin de chantier, dans un délai de trois mois, le titulaire adresse au service chargé de la Police de l'Eau un rapport présentant un bilan global de fin de travaux qui contiendra, notamment :

- le déroulement des travaux,
- les résultats des opérations d'auto-surveillance et leur interprétation, prévus à l'article 6 du présent arrêté.
- les observations, les incidents, les pollutions accidentelles, les mesures prises pour y remédier, les éventuelles modifications mineures apportées à l'avant projet ainsi que les difficultés rencontrées lors des travaux et toutes les mesures prises pour respecter les prescriptions du présent arrêté préfectoral, les plans de récolement de l'ensemble des aménagements.

Article 4.3 : Prescriptions en phase d'exploitationAfin d'entretenir les ouvrages

Le pétitionnaire devra suivre les prescriptions suivantes

- mettre en place un plan d'intervention (Plan d'Intervention et de Sécurité PIS) en cas de pollution avec précision des délais d'intervention, à transmettre au service chargé de la police de l'eau, au plus tard 1 mois avant la mise en service des ouvrages.
- clôturer le site sur tout son périmètre et assurer son accessibilité par un portail fermé à clé, effectuer une tante mensuelle au cours des deuxième et troisième trimestres,
- prévoir un curage annuel avant la saison humide et lorsque c'est nécessaire.
- aménager la zone de rejet afin que le débit de l'ouvrage de vidange n'énade pas les berges,
- s'assurer que l'espace délimité par les ouvrages formant la retenue reste dégagé de toute occupation,
- s'assurer qu'aucun ouvrage de vidange ou de déversement n'est obstrué. Ces ouvrages feront l'objet d'au moins deux visites annuelles. Chaque visite sera suivie d'un nettoyage des ouvrages de vidange,
- lors des opérations de nettoyage, éviter l'enlèvement des bords décantés en fond d'ouvrage à des entreprises spécialisées,
- évacuer les matériaux extraits lors de ces opérations de nettoyage et/ou de curage hors site vers une filière de destruction selon une procédure permettant le suivi et valorisée conformément à la réglementation.

Dans un délai de trois mois suivant la réalisation des travaux, le pétitionnaire devra remettre au service chargé de la police de l'eau un plan précis d'entretien.

...

Afin de maîtriser la qualité des rejets pluviaux :

Les roncements épuratoires des eaux en sortie des bassins de rétention devront respecter les valeurs suivantes, jusqu'à des événements de période de retour deux ans :

Type d'ouvrage	Taux d'abattement moyen d'une pollution chronique (en %)		
	MES	DCO	Hydrocarbures
Bassin de traitement	93	82	71

Une vanne de fermeture est installée en sortie du bassin de rétention/traitement, avant rejet au milieu naturel, afin de confiner toute pollution accidentelle.

ARTICLE 5 : MESURES DE RÉDUCTION-COMPENSATION

Le maître d'ouvrage mettra en place des surfaces de compensation, conformément aux orientations du SDAGE pour remédier à l'emprise du projet sur la zone inondable du Budéou au droit des ouvrages OA n°3 et OA n°7. Il créera une zone de stockage de 300 m³ en rive droite juste en amont du remblai au niveau de l'OA n°7. Les perturbations liées à l'OA n°3 et la déviation du cours d'eau seront compensées par un aménagement avec renaturation de 4500 m³ entre la RD572 et l'ouvrage concerné.

Le maître d'ouvrage s'engage sur un certain nombre de mesures visant à protéger la faune et la flore au droit du projet :

- Respect du calendrier écologique pendant la phase des travaux en interdisant tout terrassement et de construction d'ouvrage d'art du mois de mars au mois d'août inclus.
- Mesures de mise en défens de portions de haie, de stations de plantes et d'insectes et d'arbre réservoir biologique et techniques d'abattage, quand c'est nécessaire.
- Création de gîtes artificiels à chiroptères lors de la construction du pont.
- Interdiction d'utilisation des poteaux creux, qui sont des pièges potentiels pour les oiseaux.
- Adaptation technique ces bassins de rétention pour réduire le risque de mortalité de la faune sauvage (ex. : utilisation d'une géomembrane type « bentonite » recouverte de terre avec une pente maximum de 50%)
- Création de 3 écluses de 1,5m de diamètre en défens des zones inondables.
- Acquisition de 11 ha d'actifs naturels au Domaine de Cussure (St-Martin de Crau) au titre des impacts sur les enjeux de conservation Natura 2000.

ARTICLE 6 : AUTOSURVEILLANCE

Le titulaire et l'entreprise chargée des travaux mettront en œuvre, chacun pour ce qui le concerne, des procédures et moyens de suivi du chantier permettant de s'assurer du respect des prescriptions du présent arrêté.

Un accès aux points de rejets permettant le prélèvement et le contrôle par le service chargé de la police de l'eau devra être aménagé en entrée et en sortie de chaque ouvrage de traitement.

Un réseau de piézomètres sera rapidement mis en place pour un suivi de l'évolution de la nappe avant, pendant et après travaux sur une période de 5 ans.

L'entreprise tient un registre de suivi journalier du chantier précisant notamment les principales phases du chantier, tout incident survenu et toute information relative à un fait susceptible d'avoir une incidence sur le milieu.

Le titulaire consigne journalièrement :

- les informations nécessaires à justifier la bonne exécution des opérations,
- les conditions météorologiques au cours des travaux, notamment si celles-ci sont susceptibles de nécessiter des interruptions de chantier,
- l'état d'avancement du chantier,
- tout incident susceptible d'affecter le déroulement du chantier.

...

Le registre de suivi journalier de chantier est tenu en permanence à disposition du service chargé de la Police de l'Eau.

Les résultats de l'auto-surveillance seront joints au bilan global de fin de travaux, conformément aux termes de l'article 4.2 du présent arrêté.

ARTICLE 7 : ÉLÉMENTS RELATIFS AUX TRAVAUX À TRANSMETTRE AU SERVICE CHARGÉ DE LA POLICE DE L'EAU

Le service chargé de la police de l'eau doit être informé de la date de commencement des travaux au moins dix jours avant ceux-ci.

Le pétitionnaire lui transmettra :

Article	Objet	Échéance
Art 3.1	Programme détaillé des opérations, descriptif technique, planning prévisionnel de réalisation du chantier, plans de masse des différentes bases du chantier, localisant précisément les équipements, les aires de stockage et les parkings pouvant occasionner une pollution du milieu aquatique ainsi que les zones de chantier en contact direct avec le milieu aquatique, et documents graphiques utiles	1 mois avant le début des travaux
	Schéma d'Organisation du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) et du Plan d'Assurance Qualité (PAQ)	Avant le démarrage des travaux
	Schéma d'Organisation du Plan d'Assurance Environnement (SOPAE) et du Plan d'Assurance Environnement (PAE)	
Art 3.2 et 3.3	Toute information concernant un incident ou une situation susceptible de modifier le bon déroulement du chantier	Immédiatement
Art 3.3	Plan d'intervention qui fixe les moyens et procédures à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle	1 mois avant la mise en service des ouvrages
Art 4.1	Compte-rendus des réunions de chantier	Pendant les travaux
Art 4.2	Bilan global de fin de travaux Plans de récolement du bassin de rétention intégré dans le réseau pluvial	3 mois après fin de chantier
Art 4.3	Règlement d'exploitation des installations	Avant mise en service
	Programme de surveillance et d'entretien	Dans les 3 mois suivant les travaux
Art 4.3	Toute information concernant le dépassement d'une valeur seuil lors de la surveillance du milieu en phase de travaux	Immédiatement
Art 5	Résultats de suivi du milieu	Pendant les travaux

...

Titre III - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 8 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de trente ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement ou résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R.214-18 du code de l'environnement.

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de demande d'autorisation, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au Préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité, conformément à l'article R.214-45 du code de l'environnement.

ARTICLE 10 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans incomité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le pétitionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais de pétitionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir des dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le pétitionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

ARTICLE 11 : Déclaration des incidents ou accidents

Le pétitionnaire est tenu de déclarer au préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prendre le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

...

ARTICLE 12 : Conditions de renouvellement de l'autorisation

Dans un délai de deux ans au moins avant l'expiration de la présente autorisation, son bénéficiaire, s'il souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définies à l'article R.214-20 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R.214-22, s'il ne peut être statué sur la demande avant la date d'expiration de l'autorisation ou la date fixée pour le réexamen de certaines de ses dispositions, les prescriptions applicables antérieurement à cette date continuent à s'appliquer jusqu'à ce que le préfet ait pris sa décision.

ARTICLE 13 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

ARTICLE 14 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions prévues aux articles L.171-1 à L.171-2 du code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté, dans les conditions prévues aux articles L.171-3 à L.171-5 du même code.

Le service chargé de la police de l'eau peut, à tout moment, procéder à des contrôles inopines. Le pétitionnaire est tenu de mettre à disposition des agents chargés du contrôle, sur leur réquisition, le personnel et les appareils nécessaires pour procéder à toutes les mesures de vérification et expériences dites pour constater l'exécution des prescriptions du présent arrêté. À cet effet, les accès aux points de mesure ou de prélèvements sur les ouvrages d'aménagement ou d'évacuation doivent être aménagés comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 15 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 16 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 17 : Publication et information des tiers

Un avis au public relatif à la présente autorisation sera inséré, par les soins du préfet des Bouches du Rhône et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département des Bouches-du-Rhône.

Un extrait de la présente autorisation indiquant notamment les motifs qui fondent la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles les ouvrages, les installations et les travaux sont soumis, sera affiché pendant un mois au moins en mairie de Saint-Cannat.

Un dossier sur l'opération autorisée sera mis à la disposition du public à la préfecture des Bouches-du-Rhône ainsi que dans la mairie précitée pendant deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

L'arrêté d'autorisation sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône et mis à la disposition du public sur son site internet pendant un an au moins.

ARTICLE 18 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, par le titulaire, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements dans un délai d'un an à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, dans les conditions des articles L.214-10 et R.514-3-1 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le titulaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative. L'éventuel recours gracieux n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

ARTICLE 19 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
Le sous-préfet d'Aix-en-Provence,
Le maire de Saint-Cannat,
La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône,
Le chef du service départemental des Bouches-du-Rhône de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques,

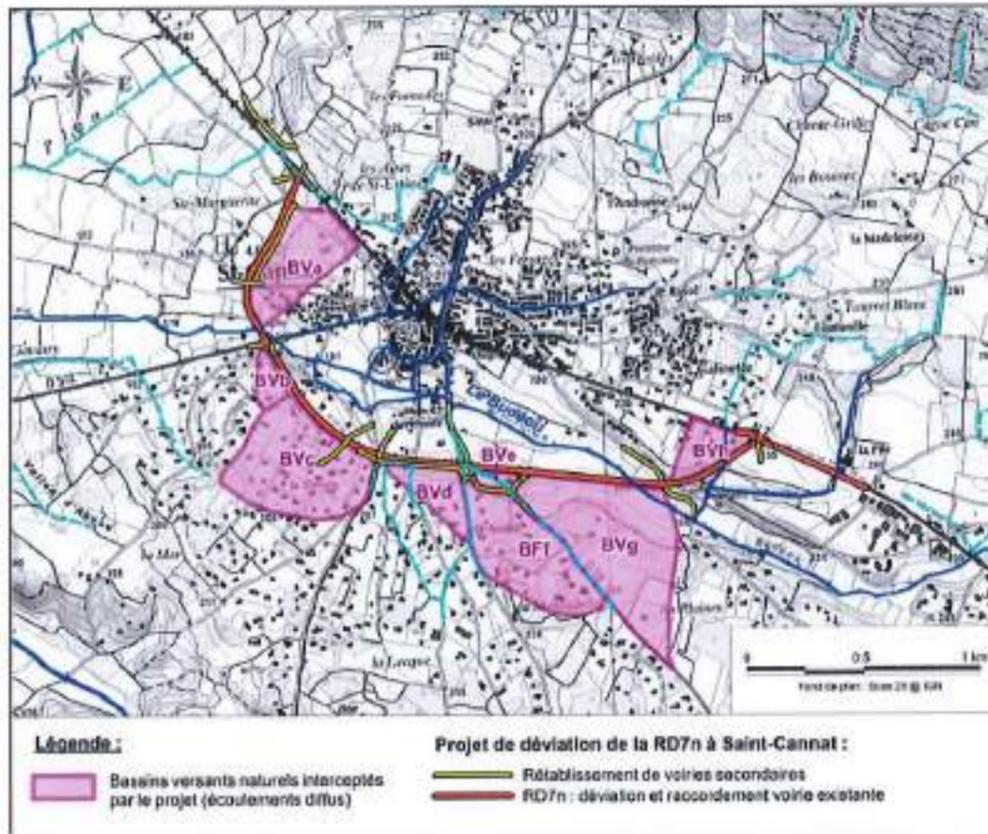
Les agents visés par l'article L.216-3 du code de l'environnement et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Pour le Préfet
et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe

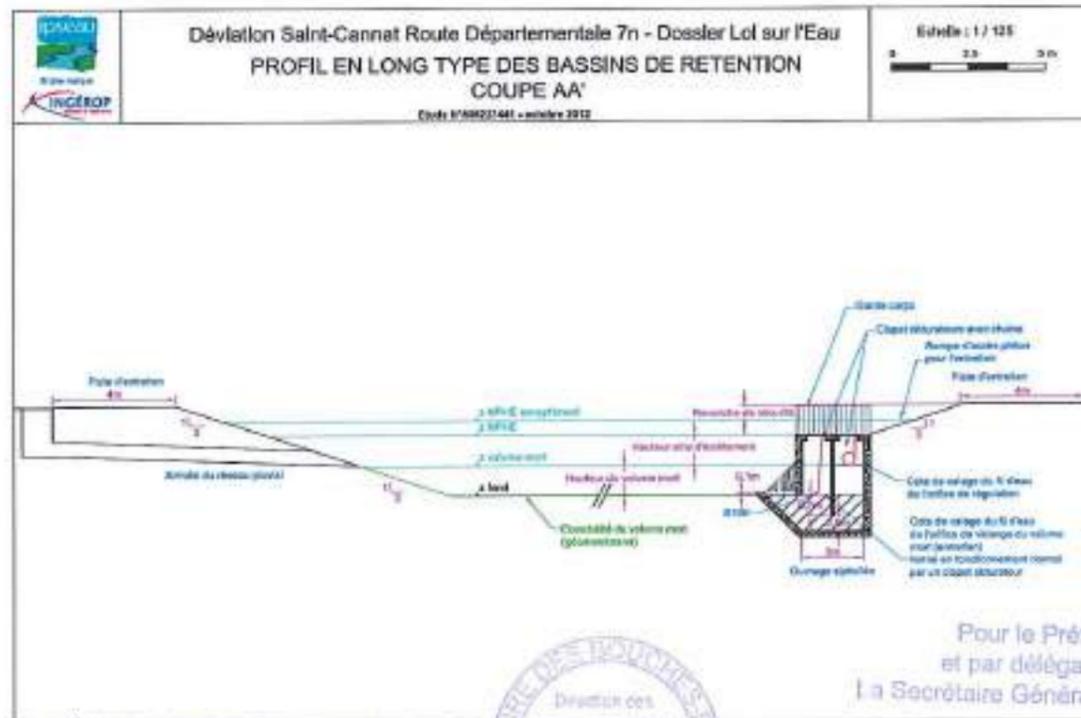


Maxime AHRWEILLER

ANNEXE 1 : Plan de localisation du tracé et des bassins versants interceptés



ANNEXE 2 : Profil en long type d'un bassin de rétention



Pour le Préfet et par délégué n La Secrétaire Générale Adjointe



Signature of Maxime AHRWEILLER

Vu pour être annexe à l'arrêté n° 127-2012 EA du 06 JUL. 2016

ANNEXE 3 : Principe de déviation et de renaturation du Budéou entre la RD572 et l'OA n°3



Pour le Préfet et par délégué n La Secrétaire Générale Adjointe

Signature of Maxime AHRWEILLER

Maxime AHRWEILLER

Vu pour être annexe à l'arrêté n° 127-2012 EA du 06 JUL. 2016

